

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE 2005

**L'AFRIQUE DANS L'ECONOMIE MONDIALE
GESTION DU SECTEUR PUBLIC EN AFRIQUE
STATISTIQUES ECONOMIQUES ET SOCIALES SUR L'AFRIQUE**

PUBLIE POUR LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT PAR ECONOMICA

AVANT-PROPOS

Élaboré chaque année par le Département de la recherche sur le développement de la Banque, le *Rapport sur le développement en Afrique* étudie en détail les performances macro-économiques et les questions structurelles les plus récentes, considérées sous l'angle de ce continent, des régions et des différents pays. Il évalue également les perspectives de l'économie africaine à la lumière des changements récents à l'échelle mondiale. De plus, il offre un examen approfondi d'un thème fondamental pour le développement de l'Afrique. Le thème retenu cette année est la gestion du secteur public en Afrique.

Comme ce rapport le démontre, les résultats économiques de l'Afrique se sont largement améliorés en 2004. Au niveau régional, la croissance du PIB réel est passée à une moyenne de 4,4 pour cent en 2003 à 5,1 pour cent en 2004, équivalant à un taux de croissance du PIB par habitant de 2,8 pour cent. C'est aussi le taux de croissance le plus élevé que l'Afrique a enregistré depuis 1996, nettement supérieur à la moyenne annuelle de 3,7 pour cent des cinq dernières années. Il faut aussi remarquer que c'est la première fois en plus de deux décennies que le continent enregistre une croissance dépassant les 4 pour cent par an pendant deux années consécutives. En 2004, tout comme dans le passé, la croissance a varié considérablement selon les pays mais la tendance, de façon générale, a été très positive. Une vingtaine de pays a affiché un taux de croissance du PIB de plus de 5 pour cent et quatorze autres une croissance comprise entre 3 et 5 pour cent. Seuls trois, contre six l'année précédente, ont fait état d'une croissance négative.

La solidité des performances économiques globales tient à plusieurs facteurs, intérieurs et extérieurs. Sur le plan extérieur, les termes de l'échange se sont améliorés considérablement, de 6,7 pour cent, essentiellement grâce à l'envolée des cours du pétrole et du nouveau renforcement des prix de la majorité des matières premières non pétrolières telles que les métaux. De plus, l'Afrique a vu ses exportations s'intensifier sous l'effet du rebond de l'économie mondiale, conjugué au dynamisme de la demande asiatique pour sa production primaire. Ses opérations courantes se sont ainsi significativement améliorées et elles ont dégagé un excédent supérieur à 5 milliards de dollars en 2004. L'essor de ses exportations et les mesures d'allègement de sa dette ont également contribué à un déclin constant du service de la dette africaine qui a atteint 11,8 pour cent en 2004, le ratio le plus bas depuis deux décennies. De même, le rapport de la dette totale sur le PIB a continué à baisser, à 43 pour cent, sans commune mesure avec les 76 pour cent atteints en 1994.

Sur le plan intérieur, la plupart des pays d'Afrique ont bien progressé dans la mise en place d'une politique et d'une gestion macro-économiques saines. Bien que beaucoup reste à faire, de nombreux pays ont poursuivi leurs programmes de réformes, notamment la privatisation des entreprises publiques, la réforme du secteur public et le renforcement du cadre réglementaire. On constate également des avancées significatives dans la création d'un environnement plus propice à la participation du secteur privé et à l'investissement direct étranger, nombre de pays ayant adopté des stratégies destinées à promouvoir les petites et moyennes entreprises.

La conjugaison de ces mesures a engendré une forte amélioration générale des principaux indicateurs macro-économiques. Fait historique, en moyenne, l'Afrique a atteint l'équilibre budgétaire en 2004, grâce aux excédents enregistrés par une grande partie des pays de ce continent et à des politiques prudentes. L'expansion de la masse monétaire a également été très limitée. Ces deux facteurs ont contribué à un taux d'inflation moyen de 7,7 pour cent, le plus faible constaté pour l'Afrique depuis plus de deux décennies.

Bien que l'amélioration de la performance économique en Afrique soit appréciable, il faut toutefois noter que le taux de croissance global du PIB est encore en dessous des 6 à 8 pour cent nécessaires pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). En effet, d'après les tendances actuelles, seuls les pays nord-africains et Maurice sont susceptibles d'atteindre l'objectif de réduire de moitié le nombre d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté d'ici 2015 tandis que plusieurs autres pays pourraient réaliser les OMD concernant l'éducation et la santé. De façon claire, les pays africains devraient consolider les réalisations récentes et accélérer leurs progrès économiques et sociaux. Ceci nécessiterait la mise en place de plusieurs mesures politiques.

Premièrement, il est essentiel que les conditions de stabilité et de paix soient maintenues et restaurées. Deuxièmement, les pays devraient poursuivre les politiques macroéconomiques prudentes qu'ils ont commencé à installer ainsi que l'approfondissement des programmes de réformes. En particulier, les réformes du secteur financier et de gouvernance sont essentielles pour créer un climat plus favorable à la croissance du secteur privé. Troisièmement, à l'ère de la globalisation, il est impératif que les pays africains renforcent leur coopération régionale et les accords d'intégration, particulièrement dans le contexte de l'initiative du NEPAD. Quatrièmement, les pays africains devraient accorder une grande priorité à la lutte contre la pandémie de VIH/Sida.

Pour tous ces efforts, les pays africains continueront d'avoir besoin du soutien de la communauté internationale. Un tel soutien est particulièrement important au regard de l'Aide Publique au Développement (APD), de la réduction de la dette et de l'accès renforcé des marchés aux exportations de l'Afrique. Concernant l'APD, il y a eu des augmentations appréciables vers l'Afrique ces dernières années, bien que la plupart ait été comptabilisée dans les réductions de dette. Malgré ces développements et comme il apparaît clairement dans le récent rapport des Nations Unies sur le Projet du Millénaire, l'APD reste encore trop faible par rapport à ce que l'Afrique a besoin pour être dans la course vers la réalisation des OMD. Il est ainsi essentiel que la communauté des donateurs engage de plus amples actions pour augmenter l'APD en relation avec les promesses qu'ils ont faites précédemment à Monterrey et dans d'autres forums.

Des progrès ont été également accomplis en termes de réduction de l'endettement extérieur de l'Afrique -- en partie grâce à l'initiative PPTE -- mais plus doit être fait. À cet égard, le Royaume-Uni a proposé davantage d'actions en accordant des réductions supplémentaires sur les dettes des pays ayant atteint le point d'achèvement PPTE auprès des institutions financières internationales. Le Royaume-Uni a également indiqué sa

volonté de financer sa part de dette. Le Canada a soutenu cette initiative et d'autres pays devraient suivre. En ce qui concerne le commerce extérieur, le cadre de l'OMC défini en juillet 2004 a fait la promesse d'éliminer les tarifs et les barrières non-tarifaires sur les exportations de l'Afrique mais aussi de réduire subventions agricoles des pays industriels qui gênent le commerce.

Relever les défis du développement de l'Afrique exige de l'Etat d'être un régulateur, un assistant et un fournisseur efficaces – un sujet que le Rapport sur le Développement en Afrique traite en profondeur cette année. Le rapport aborde ces problèmes ainsi que d'autres questions de réforme de la gestion du secteur public en Afrique et il fournit un certain nombre de recommandations.

Le rapport souligne qu'un Etat orienté vers le développement a besoin d'une capacité administrative forte, avec un service public efficace, ouvert, et responsable. Ceci est essentiel pour concevoir et mettre en application des politiques saines, pour contrôler le secteur public, pour réglementer le secteur privé et fournir les services principaux - en particulier dans la santé publique, l'éducation et certains services d'infrastructure -- où le secteur privé peut être peu disposé à investir. Pour exécuter ces fonctions essentielles de développement plus efficacement, les gouvernements africains devraient établir un service public capable de comprendre les défis du développement, d'évaluer les propositions politiques de développement et de les mettre efficacement en application.

Clairement, ces activités sont mieux réalisées dans des conditions de bonne gouvernance politique et économique. En revanche, le manque de responsabilité et de transparence, et la corruption entraînent souvent la détérioration de la compétitivité, de la croissance économique et du développement. En dépit des progrès significatifs que la plupart des pays africains ont faits cette dernière décennie dans le développement et l'institutionnalisation d'instances démocratiques, beaucoup reste à faire. En particulier, les gouvernements africains devraient redoubler leurs efforts pour combattre la corruption.

En évaluant les réformes de la gestion du secteur public en Afrique, le rapport constate que d'importants progrès ont été accomplis dans un certain nombre de pays. Néanmoins, le processus de rationalisation du rôle de l'Etat et de son adaptation aux conditions d'une économie concurrentielle moderne, demeure un défi important pour beaucoup. Un certain nombre de facteurs ont contribué à cet état de fait. Les approches précédentes des réformes de la gestion de secteur public se sont souvent fortement fondées sur des stratégies qui n'ont pas tenu compte des héritages et des particularités historiques des différents pays. Les efforts de réforme ont également souvent suraccentué une facette de la réforme par rapport à d'autres.

Etant donné le succès limité de telles approches, le rapport recommande l'adoption d'une approche plus large et à long terme qui tient compte des spécificités de chaque pays. A cet égard, la nécessité de mobiliser l'appui politique de tous les créanciers revêt une grande importance. En outre, le succès de la réforme de la gestion du secteur public exige une clairvoyance, le développement d'agents administratifs professionnels et bien

formés, et une collaboration efficace avec tous les créanciers appropriés. Un défi essentiel à ce niveau est le développement d'un système d'incitations efficace pour attirer et conserver les fonctionnaires administratifs qualifiés. De façon claire, quand les structures d'incitations dans le service public demeurent sans attrait, l'efficacité comme la capacité à effectuer des politiques demeureront très faibles. Pour effectuer des réformes réussies de la gestion du secteur public, beaucoup de pays africains devraient continuer à s'appuyer sur le soutien accru de la communauté internationale, non seulement en termes d'aide financière pour financer les réformes clef mais également en termes d'accès à l'expertise technique tellement nécessaire.

Comme les années précédentes, la présente édition du *Rapport sur le développement en Afrique* constitue une référence riche et fort utile à propos des réformes du secteur public sur ce continent. Je suis convaincu qu'il intéressera les instances décisionnaires, les chercheurs, les représentants de la société civile et le secteur privé, en Afrique comme ailleurs.

Omar Kabbaj
Président
Banque africaine de développement

TABLE DES MATIERES

PREMIERE PARTIE : L'AFRIQUE DANS L'ECONOMIE MONDIALE

Chapitre 1 L'économie africaine en 2004

Chapitre 2 Profils économiques régionaux

DEUXIEME PARTIE : GESTION DU SECTEUR PUBLIC EN AFRIQUE

Chapitre 3 L'Etat et le développement en Afrique : Théorie et Politique

Chapitre 4 Les réformes du secteur public en Afrique : Passé, Présent, Futur

Chapitre 5 Responsabilisation des pouvoirs publics, gouvernance politique et économique

Chapitre 6 Les réformes du secteur public en Afrique : le rôle de la Banque africaine de développement

Bibliographie

TROISIEME PARTIE : STATISTIQUES ECONOMIQUES ET SOCIALES SUR L'AFRIQUE

ENCADRES :

- 1.1 Performances régionales - Afrique centrale
- 1.2 Performances régionales - Afrique de l'Est
- 1.3 Performances régionales - Afrique du Nord
- 1.4 Performances régionales - Afrique australe
- 1.5 Performances régionales - Afrique de l'Ouest
- 1.6 La conduite de la politique monétaire en Ouganda

- 3.1 Les grands principes de la NGP
- 3.2 Principales leçons tirées de la mise en œuvre des principes de la NGP en Afrique
- 3.3 Principales leçons de l'expérience de l'Asie du Sud-Est pour l'Afrique

- 4.1 Botswana : Rôle d'une administration compétente dans la gestion du secteur privé
- 4.2 Togo : Progrès limité dans la réforme de la fonction publique
- 4.3 Quelques exemples de privatisations à retombées positives
- 4.4 Zambia Consolidated Copper Mines (ZCCM) : l'exemple d'une réforme avortée
- 4.5 La réforme du secteur de l'eau au Burkina Faso : exemple d'introduction réussie des principes du marché dans une entreprise publique
- 4.6 La décentralisation limitée du processus budgétaire donne des résultats au Kenya
- 4.7 La comptabilité d'exercice au Botswana
- 4.8 Le programme d'amélioration de la prestation de services 'Quick-Wins' en Tanzanie
- 4.9 Réaliser le potentiel pour fournir plus de services
- 4.10 TIC et enseignement
- 4.11 L'administration en ligne dans une sélection de pays africains
- 4.12 Différents groupes proposés pour le personnel de la fonction publique en Afrique subsaharienne
- 4.13 L'expérience de l'« Équipe du changement » au Kenya (juillet 1999 – mars 2001)

- 5.1 L'initiative pour la bonne gouvernance dans le cadre du NEPAD
- 5.2 Les principes de démocratie dans la Déclaration de Lomé
- 5.3 Mécanismes de responsabilisation à Maurice
- 5.4 Renforcement du Parlement au Ghana
- 5.5 Indicateurs d'évaluation du pouvoir judiciaire
- 5.6 Profil d'un juge indépendant
- 5.7 Le renforcement de l'intégrité du pouvoir judiciaire au Nigeria
- 5.8 Des systèmes sains de gestion des dépenses publiques
- 5.9 Le bureau de gestion de la dette au Nigeria
- 5.10 Liberté économique et croissance
- 5.11 Accès à l'information en Afrique de l'Ouest
- 5.12 Déterminants de la corruption
- 5.13 Le coût de la corruption
- 5.14 Convention de l'UA sur la prévention et la lutte contre la corruption

- 6.1 La politique du groupe de la Banque en matière de bonne gouvernance
- 6.2 Profils de gouvernance – pays (PGP)

GRAPHIQUES :

- 1.1 Afrique: Taux de croissance du PIB réel (%), 1990 -2005
- 1.2 L'Afrique et les OMD : Différences entre le taux de croissance actuel du PIB et le taux requis pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement d'ici 2015
- 1.3 Comparaison des principaux indicateurs de performance des pays en développement et de l'Afrique 2003-2004
- 1.4 Afrique : Principaux indicateurs économiques, 2000-2004

- 2.1 Afrique centrale : Indicateurs économiques, 2000-2004
- 2.2 Afrique de l'Est : Indicateurs économiques, 2000-2004
- 2.3 Afrique du Nord : Indicateurs économiques, 2000-2004
- 2.4 Afrique australe : Indicateurs économiques, 2000-2004
- 2.5 Afrique de l'Ouest : Indicateurs économiques, 2000-2004

- 4.1 Les salaires réels en prix de 1980 : Mozambique
- 4.2 Facteurs de compression : les principaux indices salariaux exprimés sous forme de ratios de l'indice le plus bas au Malawi, par année, 1982-2000
- 4.3 Les dépenses et les recettes publique au Ghana, 1970-1997
- 4.4 Le rôle respectif des politiciens et des administrateurs dans la conduite des affaires publiques
- 4.5 Le cycle d'évolution des politiques

- 5.1 Stratégies à plusieurs facettes de la lutte contre la corruption et d'amélioration de la gouvernance

TABLEAUX :

- 1.1 Afrique : Indicateurs macroéconomiques, 2000- 2004
- 1.2 Afrique : Répartition des pays en fonction des taux de croissance du PIB réel et du PIB réel par habitant, 2000-2004
- 1.3 Classification des pays par niveau de croissance du PIB réel en 2003 et 2004
- 1.4 Les Dix principales économies africaines (DPEA), 2004
- 1.5 Indicateurs macroéconomiques des DPEA, 2000-2004
- 1.6 Croissance du PIB réel par région, 2000-2004
- 1.7 Taux de croissance sectoriels, 2001-2004
- 1.8 Production céréalière africaine, 2001-2004
- 1.9 Croissance annuelle de la VAM, 1993-2003 et VAM par habitant, 2003
- 1.10 Les 15 pays d'Afrique subsaharienne les mieux classés pour la VAM, la VAM par habitant et la part de la VAM dans le PIB, 2001
- 1.11 Les dix pays d'Afrique subsaharienne les mieux classés au regard de la croissance de la VAM et de la VAM par habitant, 2001
- 1.12 Arrivées de touristes internationaux par région
- 1.13 Production de pétrole brut, 1995-2004
- 1.14 Principaux indicateurs de l'économie mondiale, 2000-2004
- 1.15 Prix d'une sélection de produits

- 2.1 Vue d'ensemble des performances économiques des pays d'Afrique
- 2.2 Afrique centrale : PIB et exportations

- 2.3 Afrique centrale : Indicateurs de la gestion macro-économique
- 2.4 Afrique centrale : Compte des opérations extérieures
- 2.5 Afrique de l'Est : PIB et exportations
- 2.6 Afrique de l'Est : Indicateurs macro-économiques
- 2.7 Afrique de l'Est : Compte des opérations extérieures
- 2.8 Afrique du Nord : PIB et exportations
- 2.9 Afrique du Nord : Indicateurs macro-économiques
- 2.10 Afrique du Nord : Compte des opérations extérieures
- 2.11 Afrique australe : PIB et exportations
- 2.12 Afrique australe : Indicateurs macro-économiques
- 2.13 Afrique australe : Compte des opérations extérieures
- 2.14 Afrique de l'Ouest : PIB et exportations
- 2.15 Afrique de l'Ouest : Indicateurs macro-économiques
- 2.16 Afrique de l'Ouest : Compte des opérations extérieures

- 4.1 L'emploi dans l'administration centrale et dans le secteur public en Afrique du Nord, 1996-2000
- 4.2 Salaire réel par fonctionnaire dans les pays de la zone CFA (1990 = 100)
- 4.3 Caractéristiques politiques, budgétaires et administratives clés de la décentralisation des services
- 4.4 Qualifications fondamentales requises

- 5.1 Typologie simplifiée de la corruption
- 5.2 Matrice de synthèse : corruption et pauvreté

- 6.1 Quelques opérations du Groupe de la Banque relatives à la gouvernance, 2002-2004